

Péter Magyar a brisé le silence autoritaire et a uni une opposition divisée autour d'une promesse crédible de changement politique. La question est maintenant de savoir si une autre voie qu'un retour à l'ordre libéral est possible, pose le sociologue Kristóf Szombati.

Kristóf Szombati est anthropologue et sociologue. Il a participé à la construction du parti écologiste LMP à la fin des années 2000, au moment où la gauche s'effondrait et laissait le terrain aux nationalistes. Il est actuellement chercheur postdoctorant à l'Université Humboldt de Berlin et est auteur de [The Revolt of the Provinces: Anti-Gypsyism and Right-Wing Politics in Hungary](#), une analyse ethnographique et politique de la montée de la droite radicale en zones rurales en Hongrie.

Il y a peu de moments comme celui-ci dans une vie.

Rares sont ceux qui ont la chance d'assister à la défaite d'un autocrate. Plus rares encore sont ceux qui ont la chance de danser dans les rues avec des inconnus pour célébrer la fin d'une époque. J'ai passé seize années à observer un système se prétendant démocratique ronger les institutions. Pas en simple observateur, mais comme quelqu'un qui a tenté de lui résister, d'abord au sein d'un parti politique, puis dans la société civile et au niveau local. Cette élection n'avait rien d'équitable, et pourtant, un concours de circonstances exceptionnel a brisé l'emprise du pouvoir, et Péter Magyar a su saisir sa chance.

En tant que personne de gauche, j'avais de sérieux doutes quant aux convictions politiques de Magyar. J'en ai encore. Mais il faut lui rendre hommage : il a brisé le silence autoritaire et a uni une opposition divisée autour d'une promesse crédible de changement politique. Et Viktor Orbán, contre toute attente, a concédé sa défaite. Ce n'est pas tout, mais ce n'est pas rien non plus.

[Les leçons hongroises pour la France face au péril de l'extrême-droite](#)

La suite est plus difficile.

Avant même la mise en œuvre de toute politique, cette victoire relance l'imagination politique. Cela peut paraître négligeable dans une démocratie qui fonctionne. Dans une semi-autocratie, où l'injustice quotidienne s'est tellement normalisée que le silence est partout, cela veut dire beaucoup plus.

Mais les défis à venir sont considérables.

Péter Magyar gouvernera-t-il différemment de ce qu'il a promis pendant sa campagne ? Sa « supermajorité » succombera-t-elle aux mêmes tentations que celles du Fidesz ? Ces deux dernières années, il a démontré sa capacité à apprendre et à rassembler des voix divergentes. Cette capacité sera mise à rude épreuve. Les caisses de l'État sont vides. Les fonds européens pourraient commencer à affluer plus facilement, comme ce fut le cas sous Donald Tusk en Pologne, mais ils ne répareront pas du jour au lendemain ce que le Fidesz a mis des années à démanteler.

L'éducation et la recherche ont été systématiquement sapées : les universités ont été privées de leur autonomie, l'Académie des sciences démantelée et placée sous contrôle politique. Le système de santé est exsangue depuis des années, et l'émigration de médecins et d'infirmiers est massive. La politique sociale, quant à elle, a été réorientée, délaissant l'universalisme au profit de transferts sélectifs et idéologiques : généreux pour ceux qui correspondent à l'idéal familial du régime, punitifs pour les autres.

Le programme de Tisza lui-même soulève d'autres inquiétudes. Il promet de maintenir l'impôt sur le revenu à taux unique, une politique familiale très sélective, la barrière frontalière et des contrôles stricts sur l'immigration. Le discours de victoire de Magyar a également laissé en suspens la question d'une nouvelle constitution. Demander la démission des membres du Fidesz a peut-être une importance symbolique, mais cela ne revient pas à démanteler l'architecture institutionnelle du régime.

Et puis, il y a le Fidesz après Orbán. Le parti s'est construit autour d'un dirigeant dont le pouvoir est devenu de plus en plus coercitif. Orbán a déjà survécu à des crises. Mais l'atmosphère est différente aujourd'hui. Il semble avoir perdu en souplesse, peut-être aussi en endurance, et il a délibérément laissé son propre avenir en suspens dans son discours de défaite dimanche soir.

La question est maintenant de savoir si une autre voie est possible : une transition qui ne se contente pas de restaurer un ordre libéral pour ceux qui s'y sentent déjà à l'aise, mais qui bâtit un système politique sur des fondements sociaux plus larges.

Ce « moment hongrois » dépasse les frontières de la Hongrie. Partout en Europe et au-delà, ceux qui résistent à la mainmise de l'autoritarisme puiseront de l'espoir dans ce résultat. Si un système aussi profondément enraciné peut être brisé par les urnes, la tâche ailleurs paraît moins impossible.

Pour autant, pour ceux d'entre nous qui sont assez âgés pour s'en souvenir – ou assez jeunes pour en avoir hérité –, un autre sentiment persiste, plus proche de 1989 que du simple soulagement. Mes parents ont vécu cette transformation : ces semaines exaltantes où le système s'est effondré et où soudain tout a semblé possible. Ce qui a suivi fut un véritable changement, mais aussi un accord politique et économique imposé par les élites, qui a laissé pour compte les travailleurs et les plus démunis, sacrifiés trop vite au profit de la stabilité et de l'approbation des institutions internationales.

La question est maintenant de savoir si une autre voie est possible : une transition qui ne se contente pas de restaurer un ordre libéral pour ceux qui s'y sentent déjà à l'aise, mais qui bâtit un système politique sur des fondements sociaux plus larges.

Avec cette élection, il y a d'énormes raisons de se réjouir, en Hongrie et ailleurs. Ce n'est pas une fin heureuse, c'est le début d'une autre histoire, mais d'une histoire qui pourrait encore mal tourner, comme d'autres avant elle. Mais pour la première fois depuis longtemps, l'histoire est de nouveau ouverte.